

*La rédaction de
"Rassembleur à Gauche"
vous souhaite ses meilleurs
voeux pour l'an neuf*

Sommaire

**Education : une politique ALLEGREment libérale
(suite):** Michel Galin, page 2

Poursuivre la discussion : Robert Duguet, page 3

**Sylvie Mayer quitte le comité de rédaction de
"Rassembleur à Gauche". Nous prenons acte... :**

Amaury Couderc, page 3

Assez de l'impunité des USA : Robert Fischer, page 4

Brèves : page 4

RASSEMBLER À GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-ST-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson
Jean Deson, militant des Verts
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Roland Mérieux, militant Alternatif
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant AREV

N° 99 janvier 1999
7è année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

ÉDUCATION : UNE POLITIQUE ALLEGREMENT LIBÉRALE (suite)

par Michel Galin *

• Dégraisser le mammoth ?

Aux questions sur quels savoir transmettre aux jeunes, le ministre préfère disserter sur les changements des structures du système éducatif. Ainsi de la consultation sur « quels savoirs enseigner en lycée » est ressorti le rapport Meirieu : la culture commune que devraient avoir les jeunes à la sortie du lycée est définie à grands traits, mais par contre les réformes de structures, le temps de travail des lycéens et les services des enseignants font l'objet de force détails. Il en va de même de la charte du XXIème siècle pour les écoles primaires : une fois affirmé l'objectif « d'apprendre à parler, lire, écrire, compter » l'essentiel est consacré à la redéfinition du métier de professeurs des écoles. Ainsi la discussion sur les objectifs du système éducatif est systématiquement abrégée au nom d'une approche idéologique résumée par l'expression « dégraisser le mammoth ».

L'école pouvant être rentable, elle doit donc être gérée comme un entreprise. Cela est particulièrement clair pour les carrières des personnels. Remise en cause des barèmes transparents pour les promotions, introduction des postes à profils¹¹, création de DRH (directeur des ressources humaines) permettent d'individualiser la relation entre le personnel et les supérieurs hiérarchiques. Le risque d'arbitraire, la dépendance aux pouvoirs locaux remplacent la force collective pour une profession d'un statut et de règles communes connues de tous.

• Dis moi quelle est ton école...

Le propre de ces projets est d'abord de ne jamais être expliqués publiquement, mais entourés de rideaux de fumés médiatiques¹² où les « experts » expliquent qu'au nom de la modernité, des nouvelles technologies, et de bien d'autres choses encore, il faut réformer et moderniser, la modernisation étant toujours la mise aux normes du libéralisme. Ainsi aussi, ceux qui tentent de mettre à jour la finalité de ces projets sont accusés de procès d'intention.

Il est toujours délicat de séparer la forme du fond d'un discours. C'est ce

que tente la direction du Parti Socialiste, inquiète des retombées électorales de la rupture entre les enseignants et le ministre C. Allegre. La violence des propos ministériels n'est pas de la maladresse. Dans notre pays, les enseignants et le syndicalisme majoritaire qu'ils se sont donnés ont toujours eu un rôle important dans la gauche en combinant la défense du service public et des statuts des personnels (le corporatisme !) avec une ambition émancipatrice de la formation pour les jeunes et pour la société. De la défense toujours renouvelé pour la laïcité de l'École et de l'Etat bien sûr, à la participation aux combats progressistes, (pour l'indépendance de l'Algérie, contre les lois Pasqua Debré par exemple...) le rôle des enseignants

LES JEUNES NE COMPRENNENT RIEN !



n'a pas été négligeable, surtout quand les grandes formations de la gauche politique renonçaient. Mis sur la défensive par un ministre dit de gauche, ils ne peuvent être écoutés sur le fond. Eux mêmes ne sont d'ailleurs pas complètement convaincus de la profondeur des remise en cause du service public tant ils ont été nombreux à voter pour cette majorité de la gauche plurielle¹³ et malgré les concerts de félicitations¹⁴ que reçoit C. Allegre du coté de la droite.

Le modèle libéral n'est pas seulement un modèle économique, il véhicule ne certaine idée de la société : aucun domaine ne doit échapper au secteur marchand, la libre concurrence doit s'établir aussi entre les individus. Il ne s'agit pas seulement de faire des économies. A l'heure de la « pensée unique », le savoir et la culture sont des enjeux. Même si l'école ne réussit

qu'imparfaitement¹⁵ à donner les moyens intellectuels aux jeunes d'avoir l'esprit critique et de ne pas prendre pour argent comptant tout ce qui est véhiculé par la pensée dominante, c'est encore trop !

Ce n'est pas par mégarde que l'application des critères de convergence de Maastricht et d'Amsterdam dépècent les services publics et modifient profondément la société. Jusque là le service public d'éducation a été épargné. En effet l'école laïque a, en France, permis à la République de s'établir de façon durable ; les liens entre la société Française et son école sont donc particuliers. En témoignent les mobilisations importantes (lycéens, étudiant, enseignants et parfois toute la

population) qui ont lieu chaque fois qu'elle est remise en cause.

Une telle politique, mise en place par la droite, eu déjà produit des réactions bien plus fortes. Si l'on n'arrive pas à bloquer cette dérive libérale dans le domaine éducatif, la droite une fois revenue au pouvoir n'aura plus qu'à poursuivre ces réformes pour livrer totalement l'éducation aux lois du marché. L'école, déjà inégalitaire, le sera plus encore. □

* enseignant, responsable syndical départemental dans l'Essonne.

11) C'est l'un des objectifs de la « déconcentration » du mouvement des enseignants du second degré.

12) Serge Halimi, les nouveaux chiens de garde, LIBER raisons d'agir

13) 40% des enseignants ont voté L. Jospin au 1er tour de l'élection présidentielle de 1995 et 74% au second tour (le vote de crise, presses de Sciences-Po, 1995)

14) « Enfin un ministre moderne et courageux » Alain Madelin, Journal du Dimanche, 18/10/98

15) C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a nécessité à réformer le système éducatif. Le tour de passe-passe des chantages de la pensée unique consiste à faire croire qu'il n'y a de réformes possibles que libérales, ainsi tous les opposants à LA réforme sont conservateurs. Il y a cependant nécessité à s'opposer en faisant des propositions alternatives plutôt que de camper sur le maintien en l'état. Mais cela est un autre débat qui nécessiterai un autre article...

POURSUIVRE LA DISCUSSION

par Robert Duguet

Depuis la constitution du gouvernement de la gauche plurielle, l'équipe d'animation du collectif "Rassembler à Gauche" s'est globalement redispesée sur un axe nouveau. L'association du PCF, des Verts et du MDC à la politique néolibérale du PS, ouvrait une période nouvelle : pour parler simple, il n'était plus possible de s'appuyer sur un bout de la représentation politique de la gauche contre l'autre. Objectivement la question d'une force nouvelle est à l'ordre du jour. De là à réaliser cette construction, il y a loin de la coupe aux lèvres.

C'est pourquoi nous avons décidé d'entrer en discussion avec tous ceux qui, globalement, à partir d'histoires militantes diverses, partent de ce constat. L'effondrement du stalinisme, la gestion de l'état capitaliste par la social-démocratie depuis quasiment vingt ans en France rendent nécessaire et possible une autre politique. Si l'on examine la vie des organisations politiques ou réseaux politiques de gauche et d'extrême gauche aujourd'hui, du moins celles et ceux qui recherchent une réponse antilibérale, il y a une réalité qui saute aux yeux. Les militants ne trouvent pas de réponse satisfaisante dans le cadre étroit de leur propre organisation. Il y a la volonté, même si les habitudes d'appareils ont la peau très dure, d'établir des relations transversales. "Rassembler à Gauche" a choisi d'entrer dans cette logique de discussion.

Ainsi nous avons rencontré courant novembre les représentants du courant Alternative Citoyenne qui organisait le 14 décembre une réunion à Paris. Alternative Citoyenne est un réseau constitué en tant que telle au lendemain de son exclusion du MDC de Jean Pierre Chevènement et qui depuis a connu toutes les vicissitudes de l'évolution de la CAP (Convention pour une Alternative Progressiste). Bien que beaucoup d'aspects de la plate-forme politique d'Alternative Citoyenne nous retiennent, certains camarades de notre collectif ont pu regretter que ce type de réunion ne soit pas plus largement ouverte à d'autres composantes antilibérales. Début décembre nous avons rencontré les représentants du

courant Voix des Travailleurs. Ce courant est issu de Lutte Ouvrière : aux lendemains du score important réalisé par Arlette Laguiller aux élections présidentielles (5%), les camarades de VDT estimaient que le moment était venu de construire "un parti révolutionnaire de masse". Dans une situation où le score de Laguiller créait une focalisation en dehors des grands partis de gauche, c'était effectivement un objectif qui apparaissait comme saisissable. La direction de Lutte Ouvrière s'est empressée de reculer par rapport à cette réalité. Le premier résultat électoral sérieux d'une organisation d'extrême gauche dans des élections présidentielles depuis des décennies se soldait donc par une scission du courant Lutte Ouvrière.

En ce début d'année, la revue "Carré Rouge" organise des journées d'études "pour un programme anticapitaliste placé sous le signe des Etats Unis socialistes et démocratiques d'Europe". L'appel servant de base programmatique à cette réunion nous semble intéressant sur deux points, c'est la raison pour laquelle nous avons demandé à rencontrer les responsables de cette revue. La crise actuelle du capitalisme ne laisse aucune base de manœuvre sérieuse dans les cadres de la Nation pour résister à la déréglementation libérale européenne. Une réponse internationaliste s'avère indispensable. Par ailleurs la présentation d'une liste aux élections européennes LO-LCR est appréciée de la manière suivante :

"Nous sommes convaincus de surcroît qu'à mesure que la perspective de l'accord LCR-Lutte Ouvrière se concrétisera, les militants de ces organisations n'auront de cesse de discuter entre eux et avec d'autres du contenu programmatique d'une liste commune, pouvant s'ouvrir à d'autres composantes des forces militantes anticapitalistes et à toutes les organisations qui soutiennent cette démarche unitaire."

C'est un point de vue que partagent certains de nos lecteurs. Il est donc indispensable d'avancer dans cette discussion. □

SYLVIE MAYER QUITTE LE COMITÉ DE RÉDACTION DE "RASSEMBLER À GAUCHE". NOUS PRENONS ACTE...

Chère camarade,

J'ai pris bonne note de ta volonté de ne plus figurer au comité de rédaction de "Rassembler à Gauche" au prétexte, je cite "que celui-ci n'aurait plus sa raison d'être"... cela signifierait-il qu'avec la gauche plurielle le rassemblement à gauche est achevé ? Permet nous d'en douter.. et de penser que non seulement il n'en est rien, mais qu'en tout état de cause "Rassembler à Gauche" reste un bulletin où le pluralisme à gauche s'exprime en toute liberté.

Qu'une majorité d'entre-nous, après avoir mis beaucoup d'espoir dans les positions politiques du Parti Communiste ces dernières années

constate aujourd'hui que celui-ci participe directement à la mise en place des objectifs qu'il combattait fermement hier : l'Europe du capital, les privatisations, les fonds de pension etc... etc... est une réalité. Ce constat dans le cadre du pluralisme est pour le moins normal et cela ne signifie pas pour nous que nous confondions les militants de ce parti et leur direction et que d'autre part cette même direction (ou une autre) sous la pression des réalités sociales ne revienne demain à des positions plus conformes à la vocation d'un parti censé représenter en majorité le salariat.

Nous assistons à une régression sociale historique qui se met en place avec la participation effective des deux grandes

organisations censées représenter le salariat : le PS et le PC. Cette situation objective pose à "Rassembler à Gauche" des difficultés évidentes, mais nous préférons continuer à cultiver l'espoir plutôt qu'entretenir l'illusion.

Si l'on s'interroge sur le rôle du silence dans les pages de notre histoire, nous préférons, même si cela est difficile, préserver notre choix premier : **Rassembler, mais à Gauche.**

Souhaitant qu'en d'autres périodes nous puissions à nouveau travailler ensemble, reçois, chère camarade, notre amitié. □

Amaury Couderc

ASSEZ DE L'IMPUNITÉ DES USA

par Bernard Fischer

Le 16 décembre 1998, le président des Etats Unis décidait donc une nouvelle opération militaire de quatre jours de bombardements aériens américano britanniques contre l'Irak. Sous prétexte de rapport de l'UNSCOM et de destruction de l'armement chimique et bactériologique irakien, il s'agissait d'une opération de politique intérieure américaine. Je l'écrivais précédemment, le vote de la destitution du président Clinton par le congrès américain, le 19 décembre, le dernier jour de l'offensive militaire américano britannique contre l'Irak, c'est la plus grave crise de politique intérieure américaine depuis la fin de la guerre du Vietnam et la démission de Nixon en 1974.

Les dégâts de l'offensive militaire américano britannique sont considérables.

Premièrement, c'est la rupture définitive de la coalition universelle de la guerre du golfe en 1991 contre l'Irak.

Deuxièmement, aucune consultation, aucune discussion ni aucune

résolution du conseil de sécurité de l'ONU ne précédait cette nouvelle offensive militaire.

Troisièmement, comme conséquence de cette agression militaire, l'UNSCOM et son

président Butler, dans l'hypothèse la plus probable, ne mettront plus jamais les pieds en Irak, et cela dans l'intérêt général, et d'abord dans l'intérêt personnel de Butler.

Le gouvernement irakien avait raison. C'est la preuve définitive par laquelle l'UNSCOM et son président Butler étaient bien des espions à la solde des services secrets américano sionistes. Butler communiquait son rapport au gouvernement américain deux jours avant sa communication officielle au secrétaire général et au conseil de sécurité de l'ONU.

Quatrièmement, cette nouvelle agression militaire pose à nouveau la question de la responsabilité de la diplomatie des pays de la Ligue arabe, de l'Europe et de la France. L'embargo contre l'Irak est un embargo américain comme l'embargo contre Cuba est un embargo américain. La France ne respecte pas l'embargo contre Cuba. Pourquoi la France respecte-t-elle l'embargo contre l'Irak et qui l'oblige ? Cela ne correspond même pas à ses intérêts

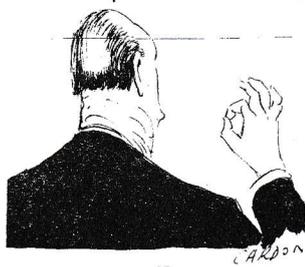
économiques. Prenons l'exemple largement symbolique de l'embargo aérien. Si un avion d'Air France quittait l'aéroport d'Amman en direction de l'aéroport de Bagdad, que feraient les américains ? Descendraient-ils

l'avion d'Air France en plein vol ? La dénonciation unilatérale de l'embargo américain contre l'Irak par les pays de la Ligue arabe, par l'Europe et par la France est la seule question à l'ordre du jour, la fin la plus simple et la plus rapide du blocus et du génocide contre le peuple irakien. Le plus tôt sera le mieux.

Enfin, cette nouvelle agression militaire suscitait une importante mobilisation populaire internationale contre elle. Il y avait d'abord d'importantes manifestations populaires en Cisjordanie, à Amman, à Damas, au Caire et à Rabat. Trois manifestations sillonnaient les rues de Paris dans l'après-midi du 19 décembre. Les associations arabes dans l'immigration avaient rendez-vous à 14 heures place Stalingrad, le parti des travailleurs appelait à 14 heures 30 place Richelieu Drouot et la gauche plurielle à 15 heures place du Trocadéro. Les associations arabes dans l'immigration préparent une nouvelle manifestation pour la levée de l'embargo contre l'Irak le 16 janvier à l'occasion du huitième anniversaire de la guerre du golfe en 1991.

Pendant ce temps-là, la décomposition de la vie politique française continue. Il y avait un parti d'extrême droite dans ce pays, il y en a maintenant deux. Les affaires politico financières continuent (mairie de Paris, MNEF, Léotard, Dumas). La question de la démission de Dumas, le cinquième personnage de l'état, de son poste de président du conseil constitutionnel est à l'ordre du jour. Le plus tôt sera le mieux. □

IL FAUT AIDER
LE PEUPLE IRAKIEN
À COMPTER LES TROUS
DE BOMBES ! LA
FRANCE EST
PRÊTE !



Appel international contre les embargos-blocus

...Paris - Bruxelles - Londres - Rome - Alger - Tunis - New-York - Athènes...

Halte à l'agression contre le peuple irakien

Assez de sang pour le pétrole !

8 ans après la tempête du désert, la guerre continue par l'embargo-blocus, arme de destruction massive.

Depuis août 1990, le peuple irakien est soumis à un embargo-blocus généralisé sans précédent sur ses exportations et aussi sur la plupart de ses importations, en contradiction avec la charte de l'ONU, en violation de la Déclaration Universelle de 1948 sur les droits de la personne humaine, des Conventions de Genève et sur les Droits de l'Enfant, et de la plate-forme de Pékin sur les Droits Humains des Femmes, qui interdisent l'usage de l'arme alimentaire.

Cette politique décidée et maintenue par un Conseil de Sécurité qui se prétend seul juge et s'est fait bourreau, se solde déjà par près d'un million de morts, surtout des enfants. Par son vote répété au Comité des Sanctions, la France est restée jusqu'à ce jour coresponsable, complice de cette répression inadmissible des Etats-Unis qui

se jouent d'un droit international en l'appliquant à leur guise selon leurs intérêts. La résolution de 1986 dite "pétrole contre nourriture" apporte à peine 5Fr par personne et par jour, et son application reste entravée par toutes sortes de procédures.

Le but de cette politique impérialiste n'est pas la démocratie en Irak et au Koweït. C'est le contrôle de la décision de l'Irak sur sa production pétrolière, et pour ça, la soumission politique, économique et culturelle du Moyen-Orient. Depuis 1907, on sait que l'Irak a le coût minimum de l'extraction pétrolière.

Dès 1922 Churchill écrivait "Je suis parvenu en toute indépendance à la conclusion que tant que les américains seront exclus d'une participation dans le pétrole de l'Irak, nous ne verrons pas la fin de nos problèmes au Moyen-Orient".

Nous demandons la levée complète du blocus, pour que tout le peuple irakien puisse s'éduquer, se soigner, travailler, commercer et produire, pour se nourrir, vivre et s'assumer en toute souveraineté.

Les amis de Carré Rouge organisent deux journées d'étude :

Pour un programme anticapitaliste placé sous le signe des Etats Unis socialistes et démocratiques d'Europe.

Samedi 23 janvier de 14 à 18h et dimanche 24 janvier de 9 à 18h.
au LST, 69 ter rue de la Chapelle à Paris
M° Porte de la Chapelle

Dans le cadre de la sortie du numéro 100 de "Rassembler à Gauche", nous prévoyons une réunion des lecteurs aux alentours du 11 mars, sur le thème : Bilan de "Rassembler à Gauche" et perspectives...